

## ÉDITORIAL

Pour le CADTM, en interne ou en externe, les rendez-vous se multiplient pour cet automne 2003.

En interne d'abord, notre assemblée générale se déroulera à Lyon le 18 octobre (voir p.2). Nous estimons important de développer nos groupes locaux (y compris le groupe Île-de-France) et de veiller à ne pas créer une association parisianiste. Le choix de notre siège social participait de cette démarche, le lieu de cette deuxième AG également. Nous espérons que vous le comprenez.

En externe ensuite, deux moments forts vont rythmer le mois de novembre.

Tout d'abord, le Forum social européen mobilise notre équipe depuis plusieurs mois déjà, et la problématique de la dette est mise en avant lors de la préparation. Le CADTM aura, à coup sûr, une tribune très intéressante (voir p.3).

Par ailleurs, la semaine de la solidarité internationale, du 17 au 23 novembre, est toujours l'objet de nombreuses sollicitations qui nous permettent de développer nos thèmes de façon diverse et multiple. L'agenda ci-contre, qui peut encore se compléter, en apporte déjà la preuve.

Vous verrez dans ce bulletin que l'actualité de la dette nous laisse peu de répit : Argentine, Dubaï, Venezuela, Haïti, etc. Cette actualité nous fournit son lot de faits et de chiffres sur lesquels il est possible de s'appuyer pour asseoir notre action.

Enfin, nous dédions ce bulletin à la mémoire de Lee Kyung-Hae, paysan sud-coréen qui s'est suicidé à Cancun, pendant la conférence de l'Organisation mondiale du commerce (OMC, voir p.4), pour interpeller les négociateurs sur les souffrances des paysans dans le monde du fait des mesures exigées par l'OMC.

 L'ÉQUIPE DU CADTM FRANCE

## CITATION

*"Dans le cas de l'Afrique, on argue bien trop souvent de ses problèmes de gouvernance, de gestion économique ou de guerre civile, pour lui refuser davantage d'assistance. Mais dans le cas de l'Irak, on évoque la même situation chaotique pour justifier le versement de sommes d'argent plusieurs fois supérieures à celles reçues par l'Afrique."*

MARK MALLOCH BROWN (PNUD) (LES ÉCHOS, 30/9/03)

## AGENDA

**8 octobre** : intervention de Renaud Savéan et François Mauger aux Mureaux (78), après le film *La dette ou la vie*.

**10 octobre, 19h** : intervention de Damien Millet à Achères (78).

**17 octobre, 19h** : intervention de Claude Quémar à La Chapelle-sur-Erdre (44).

**17 octobre, 19h30** : soirée-débat sur la dette avec le CADTM France, Attac et Survie, à la MJC Monplaisir de Lyon (69).

**18 octobre** : assemblée générale du CADTM France à l'Espace St Georges, à Lyon (69, voir p.2).

**8 novembre** : intervention de Damien Millet à Orléans (45).

**10 novembre, 15h** : intervention d'Eric Toussaint sur la dette et l'Europe, à l'invitation des Verts du Parlement européen, au Palais de la Bourse (Paris).

**12-15 novembre** : Forum social européen, près de Paris (voir p.3).

**16 novembre** : assemblée de mouvements sociaux à Paris.

**17 novembre** : réunion du réseau international CADTM, au CICP, Paris 11e.

**17-20 novembre** : tournée de la pièce de théâtre "L'Ardoise" suivie d'interventions du CADTM : à Épinay (93) le 17, Blangy (76) le 18, Clermont (60) le 19 et Château-Thierry (02) le 20.

**18 novembre** : journée de réflexion sur la dette et le droit, à l'initiative de la plateforme Dette et Développement, à Paris.

**18 novembre** : intervention de Claude Quémar à Nanterre (92).

**19 novembre** : intervention d'Alain Saumon à Nantes (44).

**21 novembre** : intervention de Damien Millet à Viry-Châtillon (91).

**22 novembre** : intervention de Damien Millet à Evreux (27).

**7-11 décembre** : 3e séminaire international sur *Droit international et dette*, à Amsterdam.

## AG DU CADTM FRANCE À LYON

Les 17 et 18 octobre, le CADTM France sera présent à Lyon pour deux moments forts de notre action militante.

Tout d'abord, le **vendredi 17 octobre** à partir de 19h30, à la MJC Monplaisir, nous organisons avec Survie Rhône et Attac Rhône, une **soirée spéciale sur la dette**. Elle commencera par la diffusion d'un film de Daniel Künzi, *Dette : accusés levez-vous !*, d'une durée de 28 minutes, tourné en 2002 à Porto Alegre, à l'occasion du Tribunal international sur la dette que le CADTM avait initié. La soirée se poursuivra avec un débat sur l'illégitimité de la dette et l'accès aux droits fondamentaux, en présence de plusieurs animateurs du CADTM France, de François-Xavier Verschave (Survie), du juriste Alejandro Teitelbaum et d'un responsable d'Attac Rhône. Nous vous y attendons nombreux (MJC Monplaisir, avenue des Frères Lumières, bus n°9, direction Bron, arrêt St Gervais).

Deuxième temps fort : nous sommes heureux de vous inviter à **l'assemblée générale du CADTM France** qui se déroulera le **samedi 18 octobre**, à Lyon, à l'Espace St Georges. Vous le savez, il s'agit d'un moment important dans la vie d'une association. Il est donc primordial pour nous de pouvoir rassembler à cette occasion tous les adhérents et sympathisants qui souhaitent prendre part activement à la vie du CADTM France. L'adhésion nécessaire pour prendre part aux votes pourra être versée sur place (44 rue St Georges, Métro D direction Gare de Vaise, arrêt Vieux Lyon). L'ordre du jour proposé est le suivant :

9h30-12h30 : présentation du rapport moral, du rapport d'activité et du rapport financier. Discussion et vote des rapports. Elargissement du CA.

14h-16h : discussion sur les thèmes du CADTM et les perspectives (état des luttes pour l'annulation de la dette, organisation et orientation générale du CADTM France, et tous les thèmes choisis par les personnes présentes).

Pour des raisons d'organisation et afin de préparer au mieux le déroulement de cette journée, nous aimerions savoir si vous souhaitez être présents, notamment pour le repas du midi que nous prendrons tous ensemble.

Au menu, dans un petit bistrot très agréable près de l'Espace St Georges : lasagnes maison, salade verte, tarte aux pommes maison, café, un verre de vin, le tout pour 15,70 euros. Si vous vous joignez à nous à cette occasion, merci de remplir le coupon ci-dessous. Dans le cas contraire, un bon pour pouvoir est disponible pour les adhérents. Attention, nous vous rappelons que chaque personne présente ne peut détenir plus de trois pouvoirs.

Tout est en place. Il ne reste plus qu'à formuler le vœu de vous retrouver nombreux à Lyon.

Contact : Denise Milbergue, 06.70.13.39.02.

## NOUS AVONS SIGNÉ...

✓ La lettre d'un collectif d'ONG au Président de la Banque mondiale (BM) à propos des violations des droits humains dans la vallée de la **Narmada (Inde)**, autour d'un barrage (projet Sardar Sarovar) dont la construction a fait l'objet de financements de la BM.

✓ La prochaine campagne d'Agir Ici sur **l'accès universel aux soins de santé**, qui interpelle des responsables de la Banque mondiale en leur demandant de cesser d'imposer la privatisation des services de santé et de délivrer une aide sous forme de dons et non de nouveaux prêts qui alourdissent encore la dette.

✓ La pétition d'un collectif d'ONG à Emil Salim, directeur de l'Extractive Industries Review (EIR), afin de peser sur les recommandations d'un rapport sur le rôle de la BM dans le domaine des **industries extractives**.

## BRÈVES

✓ L'homme d'affaires **Pierre Falcone**, impliqué dans le scandale des ventes d'armes à l'Angola, se moque de la justice. Il a été nommé ministre plénipotentiaire de l'Angola auprès de l'Unesco, dont le siège est à Paris. Fort de cette immunité diplomatique, il a quitté la France alors qu'il était sous contrôle judiciaire, obligé de rester en France et empêché de rencontrer les autres protagonistes de cette histoire. Il en a profité pour s'envoler pour Londres, avant de passer en Angola pour remercier le chef de l'Etat, José Eduardo Dos Santos, de ce geste plus que symbolique. Comme quoi les dirigeants du Tiers Monde sont souvent les complices des pires prédateurs, au détriment de leurs peuples.

✓ La République démocratique du Congo (RDC) est devenue le **27e pays** à atteindre le point de décision dans l'initiative PPTTE visant à alléger - si peu - la dette des pays pauvres très endettés. Ce vaste pays aux ressources variées vient de subir une longue guerre civile qui a sac-cagé son territoire et fait plusieurs millions de victimes. Il rentre donc dans le giron du FMI. Cet allègement va lui permettre de contracter de nouveaux prêts... L'allègement actuel est une mascarade. Et 27 pays, cela reste bien peu face aux 138 autres pays en développement répertoriés...

✓ Selon le FMI, 9 pays (Bolivie, Cameroun, RDC, Ethiopie, Honduras, Nicaragua, Niger, Sierra Leone, Ouganda) sont **traînés en justice** par des créanciers privés réclamant leurs remboursements, malgré la misère galopante. Ces créanciers ont déjà obtenu gain de cause pour 400 millions de dollars. Les fonds-vautours rôdent, prêts à profiter du moindre allègement de dette pour récupérer leurs fonds, insensibles aux populations qui sont saignées aux quatre veines pour rembourser. (Les Échos, 26/9/03)

 DAMIEN MILLET



## AG du CADTM France à Lyon

Nom (en capitales) : \_\_\_\_\_ Prénom : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

Téléphone : \_\_\_\_\_ Mel : \_\_\_\_\_ @ \_\_\_\_\_

[ ] Je serai présent(e) à Lyon le 18 octobre et je prendrai part au repas le midi avec \_\_\_\_ personnes.  
(joindre un chèque de 15,70 euros par personne)

[ ] Je donne pouvoir à \_\_\_\_\_ pour me représenter à l'AG.  
(si vous n'êtes pas adhérent à jour de cotisation, vous pouvez joindre un chèque de 10 euros)

A adresser avec votre règlement éventuel à : **CADTM France, 17 rue de la Bate, 45150 Jargeau**

## LE CADTM AU FSE

Le Forum Social Européen se tiendra du mercredi 12 novembre au soir au samedi 15 novembre 2003. Il aura lieu à La Villette (Paris), à Saint-Denis (93), à Bobigny (93) et à Ivry-sur-Seine (94).

La dette y aura une bonne visibilité. Toute une équipe du CADTM y travaille. Aperçu (jours, heures et lieux ne sont pas encore déterminés) :

### Orateurs dans les conférences plénières :

- Denise Comanne et Camille Chalmers dans la plénière "Relations Nord/Sud" (axe 1, thème 3) ;
- Hugo Ruiz Diaz dans la plénière "Indivisibilité des droits et développement des droits économiques, sociaux, culturels et environnementaux" (axe 2, thème 2) ;
- Sékou Diarra dans la plénière "Les Afriques, entre conflits et développement" (ouverture sur le monde, thème 8).

### Séminaires :

- "Audit citoyen de la dette odieuse" ;
- "Tribunal de la dette" : le CADTM aura un intervenant dans ce séminaire co-organisé avec la Plate-forme Dette et développement, etc. ;
- "L'économie de l'Irak" où nous interviendrons sur la dette odieuse dans ce cas particulier ;
- "La dette écologique", séminaire plus spécifiquement organisé par le CADTM France.

### Ateliers :

Nous présentons trois ateliers mais, au moment où nous imprimons, le FSE n'a pas encore fait le choix entre les centaines de propositions. Deux de ces ateliers concernent en particulier nos amis africains, le troisième doit servir à construire une campagne européenne sur la dette écologique.

- Les documents stratégiques de réduction de la pauvreté en Afrique ;
- Rôle des multinationales dans le développement ;
- Campagne dette écologique.

### Manifestation à Paris le samedi 15 novembre :

Nous allons essayer de constituer un groupe "dette" européen et mondial dans le cortège de la manifestation. Un orchestre devrait l'animer (François s'en occupe) et nous espérons avoir un véhicule avec une sono. Les précisions vous seront données ultérieurement. Nous comptons sur votre présence.

### Stand, preneurs de note, etc :

Renaud s'occupe de toute la logistique parallèle (voir ci-contre).

### En marge du FSE :

**Théâtre** : nos amis belges du CNCD mettent à notre disposition une pièce de théâtre, "L'ardoise", sur le thème de la dette et du développement, en collaboration avec des Africains. Cette pièce devrait être jouée sur une scène parisienne le dimanche 16 à 16 heures, avant une tournée de quatre jours en France (voir agenda).

**Dîner** : le CADTM organise un dîner simple et amical, le dimanche 16, dans un restaurant parisien. Pourquoi pas vous joindre à nous ?

**Réunion CADTM International** : le lundi 17 novembre, nous avons réservé la grande salle du CICP (21 ter rue Voltaire, Paris 11e) pour y tenir une réunion internationale. Des représentants d'autres associations luttant contre la dette y seront présents.

ALAIN SAUMON

## FSE : APPEL À VOLONTAIRES

Il incombe au CADTM IdF (Île-de-France) de préparer cet événement sur le plan organisationnel, mais nos forces sur cette région restent limitées. Il nous faudra en effet :

- loger les intervenants et les membres de province ;
- assurer la diffusion de tracts (quizz, bulletins...) ;
- tenir les deux stands (dont un sera fixe sur La Villette ou Saint-Denis par tirage au sort, l'autre étant mobile sur les autres lieux) ;
- organiser physiquement les séminaires (disposition des salles, micro, traduction...) ;
- prendre des notes pour compte rendu des séminaires et ateliers que nous organisons, sachant que les séminaires devront être retranscrits dans la journée pour être mis sur le site du FSE ;
- organiser la manifestation/parade du samedi 15 et la présence du CADTM au sein du cortège Dette.



Assumer toutes ces tâches implique de pouvoir compter sur une demi-douzaine de personnes, et bien plus aux moments les plus chargés. C'est pourquoi nous en appelons à toutes les bonnes volontés, que ce soit pour une possibilité d'hébergement, une heure de temps ou les trois jours !

N'hésitez pas à me contacter en tant que référent global FSE à l'adresse [reno.savean@cadtm.org](mailto:reno.savean@cadtm.org) ou au 06.84.59.83.81.

RENAUD SAVÉAN

## LIRE

**Regards de femmes sur la globalisation. Approches critiques**, Jeanne Bisilliat (dir), éd. Karthala, 2003. Il faudrait davantage de place pour signaler l'intérêt majeur de ce livre. Après avoir co-dirigé les cahiers *Genre et Développement* n° 1 et 2 (éd. L'Harmattan), J.Bisilliat, créatrice de l'Association Femmes et Développement (AFED), nous propose un recueil d'études féministes critiques sur les Institutions internationales et leurs approches des questions de genre. Division internationale sexuelle du travail, micro-crédit, conférences internationales... sont disséqués et analysés. Passant d'approche théorique en exemples concrets, ce livre ouvre de multiples pistes qui ne peuvent qu'intéresser le CADTM dans sa recherche d'alternatives.

### Bulletin du CADTM France

17 rue de la Bate, 45150 Jargeau - France

Tel : 02-38-59-98-28

Email : [france@cadtm.org](mailto:france@cadtm.org)

Directeur de la publication : Damien Millet

ISSN 1634-5932 Dépôt légal : octobre 2003

Dessin p.5 : DOM

Précédents bulletins : [www.cadtm.org](http://www.cadtm.org)

## CANCUN : LE NID DE VIPÈRES\*

Du 10 au 14 septembre s'est tenue à Cancun (Mexique) la cinquième conférence de l'Organisation mondiale du commerce (OMC). L'ordre du jour, très chargé, comprenait trois dossiers principaux : les échanges agricoles, les services (AGCS) et la propriété intellectuelle (OGM et surtout médicaments). Cette conférence a abouti à un échec. Est-ce une bonne nouvelle pour les altermondialistes ?

Un petit retour en arrière s'impose d'abord. L'OMC est née en 1994. Son but n'est pas d'organiser le "bon déroulement" du commerce international, mais au contraire de supprimer tout ce qui encadre et réglemente le commerce et les mouvements de capitaux. Il s'agit donc bien d'un élément-clé du processus de globalisation.

Contrairement aux apparences, l'OMC n'est pas une institution égalitaire. Si un pays y détient une voix, le poids respectif de ces pays dans le commerce mondial crée une inégalité fondamentale. Les pays du Sud ne jouent pas dans la même catégorie que ceux du Nord. Les effets nets de leur insertion dans le marché mondial sont globalement négatifs.

Depuis l'échec de Seattle, en 1999, essentiellement dû aux contradictions entre les pays du Nord, ces derniers avaient déclaré avoir compris la leçon. A Doha, en 2001, afin d'éviter un nouvel échec, ils avaient multiplié les promesses aux pays du Sud (sur l'agriculture et les médicaments en particulier). Pour les pays du Sud, Cancun devait concrétiser ces promesses.

Or très vite, avant même l'ouverture de la conférence, elles étaient balayées. Les deux acteurs principaux, les États-Unis et l'Union Européenne (UE), mettaient en avant leurs intérêts. L'UE, en particulier, a joué un rôle actif, en faisant pression sur les pays du Sud pour qu'ils acceptent l'ouverture de leurs services publics (avec un intérêt particulier pour l'eau) en échange de la baisse des subventions européennes à l'agriculture.

Car, s'ils ont des intérêts propres (et contradictoires), les USA et l'UE savent se retrouver pour empêcher toute évolution contraire à ces intérêts. En ce qui concerne l'agriculture, ils ont présenté en commun un texte, plusieurs semaines avant l'ouverture de la conférence, qui, bien entendu, a pris le statut de texte officiel. Ce texte reprenait les promesses de Doha, sans engagement concret et chiffré, ni aucun calendrier.

Devant ce mépris, un groupe de 21 pays, autour du Brésil, de la Chine et de l'Inde, faisait une contre-proposition qui fut accueillie par les insultes des représentants de l'UE. Ces 21 pays ne représentent que 52 % de la population mondiale ! S'il ne regroupe que des pays émergents, contribuant ainsi à marginaliser davantage l'Afrique subsaharienne, le fait que se crée ce G21 est l'événement le plus important de cette conférence.

L'exemple du coton est tout aussi illustratif. Quatre pays africains pour lesquels le coton représente l'essentiel de leurs ressources d'exportation, le Burkina, le Mali, le Bénin et le Tchad, demandaient que les subventions des pays du Nord soient éliminées à terme et qu'en attendant des compensations financières leur soient versées. La réaction fut à la hauteur de l'ensemble de la conférence : les USA invitaient ces pays à diversifier leurs activités économiques. L'UE, quant à elle, exprimait sa "sympathie" pour ces pays !

Ainsi même ces pays qui ne faisaient que demander l'application du libéralisme le plus rigoureux se voyaient opposer les véritables règles du jeu : ils doivent ouvrir leurs marchés agricoles, libéraliser leurs services publics, vendre leurs matières premières au prix fixé au Nord... Les pays riches, eux, continueront à défendre leurs multinationales, à subventionner leurs agricultures...

Cancun ne pouvait plus dès lors que s'achever par un échec. Le ministre mexicain constate alors l'absence de consensus et annonce la fin de la conférence.

Échec pour qui ? Pour les pays du Nord ? A la fois oui et non. S'ils ne sont pas parvenus à imposer, comme d'habitude, leurs vues à l'ensemble du monde, ils mènent depuis l'échec de l'AMI (Accord multilatéral sur l'investissement) une politique d'accords bilatéraux ou régionaux (Zone de libre-échange des Amériques - ZLEA, Euromed...) qui leur permettent de contourner les obstacles de négociations globales.

Pour les pays du Sud ? Les pays émergents ont montré à Cancun que lorsqu'ils s'associaient, ils pouvaient créer un rapport de force réel. Mais leurs projets agricoles, par exemple, tendent avant tout à privilégier leurs embryons d'agro-business, pas leur petite paysannerie.

Les pays les plus pauvres, sont restés en dehors du processus et se voient d'autant plus marginalisés. Pour eux, rien ne change.

Mais le début d'alliance de pays du Sud est un premier pas encourageant pour mettre à mal le mépris des pays riches (USA et UE en tête). Il nous reste à nous, au Nord, à encourager ces regroupements, mais surtout à dénoncer les politiques qui sont menées en notre nom par les Pascal Lamy et consorts.

Que faire de l'OMC ? Elle est conçue pour la marchandisation du monde et nous pensons que le monde n'est pas une marchandise. La conclusion s'impose d'elle-même.

CLAUDE QUÉMAR

\* Cancun, en langue maya, signifie 'nid de vipères'.

## AVEC LES PEUPLES DE LA CARAÏBE

Symboliquement choisi à l'occasion du bicentenaire de son indépendance, Haïti a accueilli la troisième Assemblée des peuples de la Caraïbe en août 2003. Plus de 900 représentants ont, dans des difficultés matérielles importantes (dues aux effets ravageurs des politiques d'ajustement imposées par les Institutions financières internationales), exprimé durant quatre jours leur volonté de sortir de la domination. Si la lutte contre la ZLEA était au centre des débats, c'est l'ensemble des problèmes sociaux de la Caraïbe qui ont été abordés, en particulier ceux des paysans pauvres, des femmes, des jeunes. L'unité de la région, culturelle et historique, au-delà des différences de statut, de langue, de développement, a été fortement réaffirmée. La danse, la musique, l'identité caraïbe étaient permanentes.

La cérémonie organisée à Bois-Caiman, lieu du soulèvement général des esclaves en 1791, aura été un des temps forts de l'affirmation de la nécessité de nouvelles abolitions : de la misère, de l'exploitation, des discriminations et, bien entendu, de la dette externe.

Le CADTM, que je représentais à cette initiative, a pris ou confirmé sur place des contacts prometteurs pour l'avenir.

CLAUDE QUÉMAR

## LE FMI ET LA BM À DUBAÏ

L'assemblée annuelle commune du Fonds monétaire international (FMI) et de la Banque mondiale (BM) s'est tenue à Dubaï les 23 et 24 septembre derniers, après la réunion de leurs organes consultatifs les 21 et 22 septembre. Beaucoup de débats furent menés, mais aucune vraie décision pouvant soulager durablement des populations démunies n'a été prise, alors que la responsabilité de ces institutions dans les situations de misère vécues sur bien des continents est absolument avérée.

Loin des manifestations altermondialistes (le climat et les prix ne s'y prêtent pas...), près de Doha où l'OMC avait pu "avancer" ses ténébreux projets, le monde arabe a accueilli cette grand-messe annuelle ponctuée de beaux discours, comme toujours.

Après l'échec de la conférence de Cancun (voir p.4), le directeur du FMI a voulu protéger le Fonds : "L'échec de l'OMC n'est pas l'échec du FMI." Ceci dit, les institutions multilatérales accusent le coup, demandant une reprise rapide des négociations à l'OMC. C'est toujours la même logique. Mais les pays en développement ont eu beau jeu de rappeler qu'ils ont fait leur part dans la libéralisation du commerce, contrairement aux pays du Nord...

Comme souvent, les experts de Washington ont abordé le thème de la réduction de la pauvreté et les difficultés à atteindre les objectifs de développement du millénaire (notamment réduire de moitié le nombre de personnes vivant avec moins de 1\$ par jour), ainsi que les facteurs de croissance dans les pays en développement. La France a même proposé une initiative française visant à soutenir les pays confrontés à des chocs exogènes (catastrophes naturelles, chute des cours des produits de base, volatilité de capitaux investis), preuve que le libre-échange a des limites... A propos de l'initiative de réduction de la dette des pays pauvres très endettés (PPTE), les ministres se sont "penchés sur les raisons qui ont entravé la bonne marche de cette initiative". En somme, le docteur ne comprend pas pourquoi la maladie qu'il a lui-même inoculée au malade continue de se développer malgré les médicaments empoisonnés qu'il continue à lui infliger...

Sur la "gouvernance" du FMI et de la BM, la question d'une plus forte représentation des pays en développement a reçu une fin de non-recevoir. Alors que l'Afrique du Sud veut un siège permanent au sein du Conseil d'administration et que d'autres demandent un renforcement de l'ensemble des pays africains, les États-Unis refusent d'abandonner leur minorité de blocage et l'Europe freine au maximum car elle craint d'en faire les frais : elle détient en effet entre 5 et 7 administrateurs, et de nombreux pays ne veulent pas passer à une représentation de l'Union européenne en tant que telle.

La conclusion générale est plutôt pessimiste. L'aide internationale se limite à de vagues promesses et, pour des raisons géostratégiques, n'est pas forcément dirigée là où elle fait le plus défaut. Au contraire, le président de la BM a rappelé que les subventions agricoles s'élèvent à 300 milliards de dollars et les dépenses militaires mondiales à plus de 800 milliards, contre une cinquantaine pour l'aide publique au développement. Et les blocages des États-Unis persistent.

Les instruments de la domination implacable des puissants traversent une mauvaise passe. Plus que jamais, chacun défend ses propres positions, sans jamais mener une réflexion sur l'impasse où ce système économique se trouve.

GUILLERMO SINTES DIAZ

## FMI : CAMOUFLET ARGENTIN

L'Argentine est toujours au cœur de l'actualité de la dette. Elle souffle un peu le chaud et le froid, mais globalement fait preuve d'une fermeté plutôt inattendue.

Le 9 septembre, l'Argentine devait payer une échéance de 2,9 milliards de dollars au FMI. Le président argentin, Nestor Kirchner, voulait en profiter pour imposer au FMI un accord qui lui serait le plus favorable possible. A l'image des négociations passées, il est resté très ferme et n'a pas eu peur d'un défaut de paiement supplémentaire : l'Argentine, déjà en défaut vis-à-vis des créanciers privés depuis décembre 2001, l'est devenue aussi vis-à-vis du FMI. Le 9 septembre, l'Argentine n'a pas payé.



Le 10 septembre, surprise : un accord est signé entre l'Argentine et le FMI. L'Argentine va payer les 2,9 milliards de dollars. Mais c'est le FMI qui a cédé : toutes les exigences de Kirchner sont satisfaites. Tout d'abord, pendant trois ans, il ne remboursera aux institutions multilatérales que les intérêts de la dette (2,3 milliards de dollars au lieu de 23,9). De plus, l'accord ne contient aucun agenda pour la hausse des tarifs des services essentiels (eau, gaz, électricité, téléphone, ports, aéroports, etc.) demandée par les multinationales installées sur place, aucune mesure compensatoire pour les banques après l'importante dévaluation du peso, aucun excédent budgétaire (avant paiement de la dette) chiffré pour 2005 et 2006 : les exigences du FMI n'ont pas été prises en compte. C'est la preuve que la fermeté peut faire plier le Fonds. Trop de gens l'ignorent. Pourtant, un bémol s'impose : Kirchner est dans une logique de fermeté, pas de rupture. C'est différent. Cet accord va le conduire à rembourser la part multilatérale de sa dette en 2006, dont les 21,6 milliards de dollars de capital repoussés.

Le 22 septembre, à Dubaï, en marge des réunions du FMI et de la BM, la part privée de la dette argentine (qui s'élève à 94 milliards de dollars sur un total de 172 milliards) est revenue sur le devant de la scène. Le ministre des Finances, Roberto Lavagna, a annoncé que Buenos Aires n'en rembourserait que 25 % (via de nouveaux bons à valeur réduite ou remboursés sur une durée plus longue). Les créanciers privés sont argentins à 38 % (preuve que les classes dominantes ont placé une bonne part de leur fortune en bons argentins et ont fait leurs choux gras avec la dette de leur pays) mais aussi italiens, américains, allemands, etc. Ils en sont tombés des nues. Devant leurs atermoiements, Lavagna s'est montré inflexible : certains points seront discutés, mais le taux de 25 % n'est pas négociable. Sa démarche est simple : grâce au défaut de paiement actuel, la situation économique s'est améliorée, pas question de la remettre en cause avec des remboursements trop importants. Mais alors, pourquoi ne pas aller plus loin, comme nous le réclamons : répudier totalement sa dette et rompre avec le FMI, pour instaurer un autre modèle économique avec l'aide de tous ceux qui seraient prêts à le suivre ?

DAMIEN MILLET

## LA BM DÉCOUVRE L'EAU CHAUDE

A l'occasion de son assemblée d'automne à Dubaï, la Banque mondiale a publié le Rapport 2004 (sic !) sur le développement dans le monde. Intitulé "Mettre les services de base à la portée des pauvres", il déplore que les services essentiels ne profitent pas toujours aux pauvres. Ainsi peut-on y lire : "on ne peut escompter de grandes améliorations dans les conditions de vie des pauvres tant qu'ils ne bénéficient pas d'un plus grand accès, à des prix abordables, à de meilleurs services de santé, d'éducation, d'eau potable, d'hygiène et d'électricité". Le rapport avoue que les Objectifs de développement du millénaire, qui visent à réduire de moitié la pauvreté d'ici 2015, ne seront pas atteints. Comme exemple, il cite le Mali où les enfants doivent marcher huit kilomètres en moyenne pour se rendre à l'école, ou encore le Tchad où les femmes doivent faire 23 kilomètres pour rejoindre une clinique.

Même lorsque l'accès aux services est possible, leur qualité peine à être suffisante. Ainsi, "lors de visites spontanées dans 200 écoles primaires en Inde, les enquêteurs ont découvert que la moitié de ces établissements ne dispensait aucun enseignement au moment de leur arrivée."

Reconnaissant qu' "aucun pays n'a pu améliorer la qualité de l'éducation primaire ni réduire la mortalité infantile sans l'intervention et l'aide du gouvernement", le rapport dresse le constat que "la participation du secteur privé à la santé, l'éducation et les infrastructures n'est pas sans poser des problèmes - surtout lorsqu'il s'agit de fournir ces services aux pauvres".

Ces belles paroles, que bien sûr nous ne contredisons pas, sont inhabituelles à la BM. Mais les experts de la BM auraient pu lire les articles et écouter les discours de bon nombre d'organisations de solidarité internationale, comme le CADTM, pour s'en rendre compte bien plus tôt. Et surtout, ils devraient en tirer les conclusions qui s'imposent et reconnaître que les politiques de privatisations massives des services publics qu'ils ont exigées au sein des plans d'ajustement structurel depuis plus de vingt ans sont souvent responsables de cette situation catastrophique.

Ils pourraient aussi en parler à leurs collègues du FMI qui ont demandé fermement à l'Argentine d'augmenter les prix d'accès à l'eau et à l'électricité notamment, selon le vœu de Suez et EDF, qui y sont implantées. Heureusement que pour l'instant, le gouvernement argentin de Nestor Kirchner a non moins fermement refusé...

 DAMIEN MILLET

## FROM CARACAS...

Du 16 au 21 septembre, Éric Toussaint était invité au Venezuela par le Parlement latino-américain à la deuxième rencontre continentale sur la dette sociale. Il a donné la conférence inaugurale en présence d'une quarantaine de parlementaires d'une quinzaine de pays d'Amérique latine et de la Caraïbe, et de centaines de représentants de mouvements sociaux. Ensuite, il a fait partie d'une délégation restreinte qui a rencontré le président Hugo Chavez pendant cinq heures. Les contacts ont été très positifs. Le Parlement latino-américain a adopté une charte des droits sociaux très intéressante qui sera bientôt sur le site du CADTM en espagnol.



Hugo Chavez et Eric Toussaint à Caracas en septembre 2003

### DIXIT CHAVEZ

- ✓ "Il faut éliminer le FMI. C'est un organisme néfaste qui a fait beaucoup de mal à nos peuples. L'heure est venue de créer un espace latino-américain ainsi qu'une multinationale du pétrole à capitaux publics en Amérique du Sud." (cité par Jeune Afrique/L'Intelligent, 24/8/03)
- ✓ "L'aspect désolé de la planète Mars prouve qu'elle a été soumise il y a plus de soixante mille ans à un plan de rigueur néolibéral et aux mortelles médications du FMI." (cité par Marianne, 8/9/03)

### BRÈVES

- ✓ Le **successeur** de Joseph Stiglitz, Nicholas Stern, quitte ses fonctions d'économiste en chef à la Banque mondiale pour le Trésor britannique. C'est un Français qui le remplace : François Bourguignon. Cocorico ! Il paraît qu'il a travaillé sur les inégalités. Mais dans quel sens ?
- ✓ Selon une enquête du bureau de l'ONU à Monrovia, **Charles Taylor** aurait détourné près de 100 millions d'euros en 4 ans. Du travail supplémentaire pour ceux qui s'attacheront à enquêter sur les biens mal acquis pour les restituer aux populations...



## Rejoignez-nous !

B9

Nom (en capitales) : \_\_\_\_\_ Prénom : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

Téléphone : \_\_\_\_\_ Mel : \_\_\_\_\_@\_\_\_\_\_

Adhère au CADTM France :  10 euros  6 euros (petits revenus)

M'abonne aux publications du CADTM :  38 euros  22 euros (petits revenus)

A adresser avec votre règlement à : **CADTM France, 17 rue de la Bate, 45150 Jargeau**